

# Contribution à la problématique médias-pouvoir dans une perspective historique : le cas de la télévision régionale

Benoît Lafon \*

Université de Grenoble III (« Stendhal ») & Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (GRESEC)

La compréhension des phénomènes médiatiques – plus spécialement de l'information télévisée – se heurte régulièrement à la spécificité même de l'objet étudié, largement marqué par l'*actualité*. Pourtant nécessaire, la mise en perspective temporelle s'avère d'autant plus ardue si l'on s'intéresse à la dimension politique de l'information télévisée, ce domaine étant davantage que d'autres un lieu d'échanges stratégiques dont les acteurs ont le plus souvent intérêt à ne laisser aucune trace (phénomène d'amnésie sélective). Malgré ces limitations, nous allons tenter de définir cette démarche et présenter son application à un objet encore méconnu : la télévision régionale.

Enfermée dès sa création dans la gangue de l'ORTF, la télévision régionale confondue dès 1974 à la troisième chaîne (FR3 puis France 3) a longtemps symbolisé la soumission au pouvoir politique et aux volontés ministérielles. Au-delà de l'image d'Épinal, quel fut le rôle politique dévolu à la télévision régionale de service public ?

L'analyse de cette question nécessite d'être menée tant sur le plan des institutions et acteurs impliqués dans cette communication que sur celui des représentations produites. Dans le cas présent, l'étude d'environ 500 articles de la presse d'opinion, les interviews de professionnels en activité ou retraités de la télévision régionale et l'examen d'archives écrites permettent de retracer le déroulé des événements, la grande comme les petites histoires de cette institution. Au niveau des contenus, l'étude se cantonne au programme phare (et longtemps unique) de la télévision régionale : le journal télévisé régional, avec un corpus exhaustif réunissant les fiches descriptives des 7 380 reportages politiques (c'est-à-dire les reportages comportant la présence d'au moins un acteur politique) diffusés par les journaux télévisés régionaux midi-pyrénéens entre 1963 et 1995.

Après une réflexion sur l'apport des SIC à la question, nous présenterons les principales méthodes et résultats de l'analyse, groupés autour de deux thèmes : l'histoire institutionnelle de la télévision régionale et l'analyse de la production de l'actualité politique télévisée régionale au cours des quatre dernières décennies.

---

\* <benoit.lafon@netcourrier.com>

## *1. L'apport conceptuel des SIC à l'histoire des rapports entre médias et pouvoir*

---

Ainsi que l'ont montré certaines recherches en communication, les médias étatiques ont toujours eu une mission politique particulière d'intégration du territoire national [Pailliant, 1993 : 253-254]. Analyser le rôle politique de la télévision régionale française relève de cette problématique. Apporter des éclaircissements sur cette question consiste à ne plus juxtaposer *a priori* deux champs distincts, la télévision d'une part et le politique d'autre part, mais d'étudier au contraire la manière dont la confusion originelle entre ces deux champs a présidé à la régionalisation de la RTF (suivie par l'ORTF, FR3 puis France 3), faisant de la télévision régionale française pour de longues années une télévision fortement structurée par des logiques politiques, majoritairement issues de l'État.

L'analyse en termes de *champs*, largement utilisée par la sociologie de P. Bourdieu, permet de donner une grille de lecture à la fois claire et pertinente aux relations qu'entretiennent les médias et le pouvoir politique. Le projet consiste alors à caractériser les liens plus ou moins distendus existant entre le champ médiatique et le champ politique, à étudier les logiques individuelles ou collectives de leurs acteurs respectifs. À la manière dont R. Benson a défini une approche comparative entre la France et les États-Unis [Benson, 1998], nous appelons à comparer diverses situations d'interdépendances entre champ politique et champ médiatique, mais en substituant à la géographie la profondeur historique.

La prise en compte des interdépendances liant champ politique et champ médiatique sur la question de la télévision régionale doit permettre de rendre compte de manière pertinente de la médiation opérée par cette dernière, c'est-à-dire de son rôle politique de production de discours et de représentations alimentant le débat public. Jean-François Tétu avait déjà proposé ce type de démarche dans une analyse consacrée aux médiations de l'espace public local : « *La coexistence d'une presse nationale, régionale, départementale et locale indique à coup sûr cependant que la presse écrite des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles fut massivement liée à l'organisation de l'État et qu'en somme la construction des représentations de la société (de la commune à la nation) recouvre la structure d'une démocratie par représentation. On peut en voir un autre exemple, récent, de la part de la télévision publique française, dans la construction, au cours des années soixante, de stations régionales (26 au total) dont la finalité n'était pas de constituer des médias régionaux (FR3 ne naîtra qu'en 1974) mais qui étaient créés dans une perspective d'aménagement du territoire, de la volonté de faire sortir les régions de leur enclavement, de rendre visible, par tous, et pour tous, le territoire de chacun au sein d'une seule télévision nationale* » [Tétu, 1995 : 288]. De fait, la dimension institutionnelle de la télévision régionale prend un relief particulier.

## *2. Une approche socio-historique de la télévision régionale*

---

Par l'analyse d'un matériel empirique diversifié (entretiens, étude d'archives, presse, etc.) et un croisement systématique des sources, trois principales périodes dans l'histoire de la télévision régionale se détachent nettement.

La première couvre la période gaullienne et le septennat de V. Giscard d'Estaing. Durant cette période, la télévision régionale s'assimile par son statut

et ses modes de fonctionnement davantage à une institution d'État qu'à une entreprise de presse. Créée au début des années 1960, elle a largement hérité des logiques d'institution des grands corps administratifs de l'État de type Ponts-et-chaussées [Alliès, 1985 ; Mattelart, 1994 : 21-25]. La régionalisation de la RTF fut envisagée dans une optique politique d'aménagement du territoire. En effet, les bureaux régionaux d'information furent mis en place simultanément aux CODER (Conférences de développement régional, créées par l'État) auxquelles participent d'ailleurs les directeurs régionaux de la RTF. Dès lors, on comprend mieux le rôle politique dévolu à la télévision régionale. Durant les années 1970, le champ journalistique tend à s'autonomiser et à substituer une logique commerciale à la logique électorale qui prévalait jusqu'alors. Des efforts sont entrepris dans le sens d'une autonomisation des champs : il s'agit de rendre visible à l'antenne le pluralisme politique, signe du changement de logique. Malgré les déclarations, la logique politique domine et les stations régionales ne verront aucun changement notable.

La deuxième période, cruciale, couvre le début des années 1980 (1982-1986). Durant cette période, le modèle français de télévision régionale sera remis en cause avec la loi de 1982 sur la liberté de la communication audiovisuelle. Cette loi, porteuse de référentiels forts sur la communication et sur la décentralisation, ne sera jamais appliquée concrètement, pour des raisons à la fois techniques et stratégiques [Regourd, 1985]. Après les échecs de la décentralisation télévisuelle, le traditionnel modèle étatique s'ancrera encore davantage dans la pratique, les remises en causes pourtant multiples et votées par le parlement s'étant toutes soldées par des échecs.

Ainsi, les errements de la période suivante (1986-2000) indiquent clairement à quel point le rôle politique de la télévision régionale reste prégnant et son statut consensuel, et ce malgré les tentatives de réforme. Les décennies 1980 et 1990 voient la naissance des chaînes privées et l'ancrage de grands groupes financiers dans le secteur audiovisuel. Confrontés à cette situation complexifiée et concurrentielle, le visage et le rôle de FR3 vont se trouver profondément modifiés. Ceci dit, le retrait de l'État qui transparaît derrière ces revendications n'est que relatif et « *s'apparente davantage à un redéploiement, une recomposition des modes d'intervention de la puissance publique, qu'à un retrait pur et simple de ce dernier* » [Olivesi, 1998 : 228]. Autrement dit, FR3 ne passe pas plus que les autres chaînes d'un modèle public à un modèle privé de gestion dont l'État serait absent. Il s'agit au contraire d'une combinaison des deux modèles, amenant une modification des justifications de l'intervention étatique : là où il suffisait autrefois d'invoquer la puissance publique, il faut aujourd'hui justifier d'une nécessité économique. En conséquence, le modèle traditionnel de régionalisation télévisée fondé sur des règles impératives est déplacé sur le terrain de la rentabilité économique. Les décrochages locaux s'avéreront en effet nécessaires pour ne pas abandonner ce marché naissant à de nouveaux acteurs (M6, télévisions locales hertziennes). Et le modèle centralisé de la télévision régionale de service public, loin de constituer un frein ou un handicap dans la course que se livrent opérateurs et groupes de communication dans ce nouveau marché, prend un relief particulier par l'importance de ses moyens financiers, techniques et humains.

Le modèle français de télévision régionale dont nous avons brièvement résumé la lente mise en place et la consolidation semble ainsi aujourd'hui voir son rôle renouvelé en offrant par sa structure même une représentation cohérente du territoire national, conforme aux prétentions du service public, conforme aussi à la formule de X. Gouyou-Beauchamps : la « *télévision de la France des provinces* »

### *3. La fabrication de l'actualité : les usages politiques d'une tribune*

---

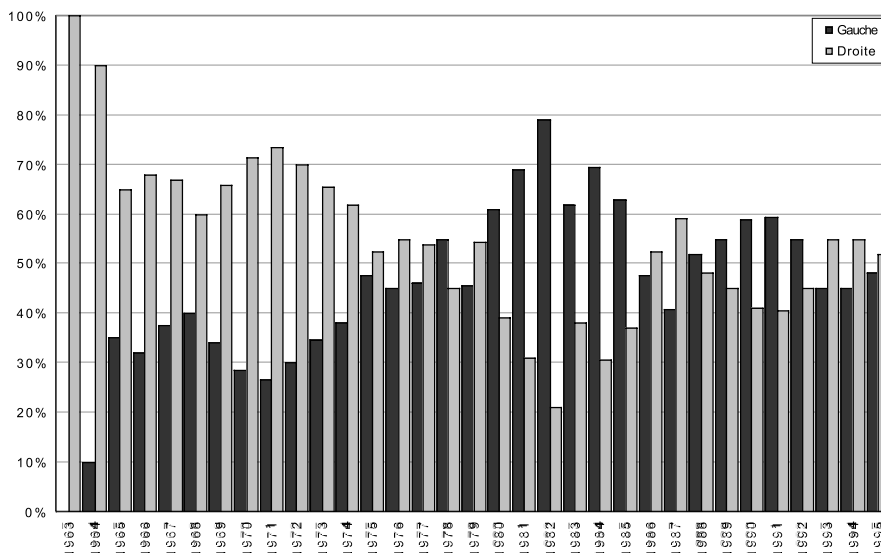
À l'analyse historique revisitée par les concepts des SIC doit désormais s'ajouter une analyse fondée sur l'exploitation systématique et scientifique d'un matériel empirique pertinent. Il s'agit en l'occurrence de caractériser l'actualité politique télévisée régionale diffusée sur quatre décennies à l'aide de méthodes statistiques et qualitatives. Dans cette optique, certains types d'analyses revêtent une importance particulière. L'analyse des sources est l'une d'entre elles. Situées en amont de la production d'information, les sources se révèlent être stratégiquement essentielles et bien souvent au cœur de la relation médias-pouvoir politique [Schlesinger, 1992]. L'information télévisée régionale apparaît ainsi largement dépendante de sources institutionnelles [Désormeaux, 1981] lui conférant un rôle quasi-officiel. D'autres types d'analyses permettent de mieux définir le rôle politique de la télévision régionale dans une approche historique couvrant plusieurs décennies. Deux exemples serviront de base à cet exposé : l'analyse des interventions médiatiques des acteurs politiques et la construction des événements politiques télévisés.

#### *L'analyse des interventions médiatiques des acteurs politiques*

L'étude des personnalités invitées dans le cadre de programmes télévisés a été menée dans quelques recherches récentes, aussi bien aux États-Unis [Croteau & Hoynes, 1994] qu'en France [Darras, 1998]. Son application au journal télévisé régional en nous fondant sur le corpus précédemment défini (7 380 reportages du journal télévisé midi-pyrénéen) permet de dégager un certain nombre de traits relatifs à la représentation médiatique du champ politique, et ce sur la période couverte par l'analyse (1963-1995).

Un exemple peut en être donné par l'examen des tendances politiques à l'antenne : en quantifiant annuellement la part d'invités de gauche de droite, il est possible de dresser le graphe suivant :

*Graphe. Part annuelle des acteurs politiques médiatisés selon le clivage gauche/droite*



L'observation de l'histogramme indique une périodisation nette de la médiatisation des tendances politiques au journal télévisé régional. Gauche et droite dominent alternativement en suivant les alternances politiques nationales, à un niveau moindre cependant depuis la seconde moitié des années 1980.

Il apparaît donc une correspondance nette entre la médiatisation des acteurs politiques par le journal télévisé régional et les changements de majorité au niveau national, directement observable statistiquement. En outre, il convient de noter que les parts globales de la gauche et de la droite dans notre corpus sont équivalentes, s'établissant respectivement à 49,7 % pour la droite et 50,3 % pour la gauche, rendant plus remarquables encore les écarts élevés constatés au fil des ans. Le détail des partis non reproduit ici indique enfin clairement la « prime » médiatique donnée aux partis de gouvernement (par exemple, la droite dominante n'est pas la même sous la période gaullienne ou giscardienne).

Afin de compléter ces analyses archéologiques des acteurs de l'actualité politique télévisée, il convient d'aborder les éléments constitutifs de l'actualité, à savoir les événements médiatiques.

### *La construction des événements politiques télévisés*

En se référant à une distinction classique, il est possible de différencier deux principaux types d'événements politiques traités par le journal télévisé régional : les événements électoraux et les événements politiques « routiniers ».

L'analyse du corpus de l'étude montre que 21,5 % des reportages politiques diffusés de 1963 à 1995 relèvent de périodes électorales. Sans nous appesantir sur les résultats d'un examen approfondi de ces reportages, il apparaît que la couverture des élections par la télévision régionale dénote des représentations largement structurées par les enjeux politiques nationaux, qu'il s'agisse d'élections centrales ou périphériques : présentations des candidats et des listes soumises aux impératifs partisans, scénographie républicaine des meetings

politiques, vote de leaders politiques à stature nationale, réactions post-électorales des acteurs politiques centrées sur leur représentativité et le jeu partisan.

Au-delà des échéances électorales, il convient de souligner que 78,5 % des reportages répertoriés (5 793 reportages) concernent des interventions d'acteurs politiques hors événements électoraux : il s'agit en quelque sorte d'événements politiques routiniers [Molotch et Lester, 1996]. Étant donnée notre définition préalable du corpus, les événements médiatiques construits par le journal télévisé régional peuvent être analysés par le biais des reportages comprenant l'intervention d'un ou plusieurs élus : il s'agit donc d'événements politiques au sens où un acteur politique au moins y est associé. Partant de l'analyse statistique du corpus, il est possible de dresser une typologie de l'intervention médiatique des acteurs politiques en définissant un certain nombre de profils. Cette démarche nécessite un appareillage méthodologique particulier, avec l'utilisation des techniques d'Analyse factorielle des correspondances (AFC) [Lafon, 2000 : 412-433]. Cette méthode d'analyse doit être complétée par l'examen approfondi des profils définis statistiquement. Apparaissent ainsi les évolutions et permanences de la médiatisation des événements politiques de routine : importance croissante de la communication institutionnelle et des mises en scène des espaces privés de l'homme politique, mais aussi permanences notables des registres officiels (visites du personnel politique national, corps préfectoral en représentation, etc.).

### *Oligarchies passées et présentes*

Si le journal télévisé régional est apparu comme une tribune officielle tant sur le plan de la médiatisation de la compétition politique que sur celui des événements politiques de routine qu'il produit quotidiennement, il n'en reste pas moins que l'information politique se fonde sur l'intervention d'acteurs politiques. Aussi est-il nécessaire de mener en dernier lieu une approche centrée sur les interventions des acteurs politiques au journal télévisé régional sous un angle nominatif. En établissant la manière dont le journal télévisé régional ouvre prioritairement son antenne à certains individus, il est possible de définir les oligarchies passées et présentes invitées à s'exprimer.

Les résultats d'une telle analyse laissent clairement apparaître que le journal télévisé régional – comme d'ailleurs les magazines politiques de télévision [Darras, 1998] – reste depuis sa création centré sur la représentation d'un nombre réduit d'acteurs politiques, une oligarchie présentant globalement les mêmes traits. Ainsi l'extrême majorité des notables médiatisés bénéficient d'une stature politique nationale, une faible proportion d'entre eux étant constituée d'élus locaux siégeant à Toulouse. Double limitation des acteurs politiques, hiérarchisés sur des critères nationaux et régionaux (poids de Toulouse), qui démontre le rôle politique largement intégrateur de l'actualité télévisée régionale.

### *Conclusion*

---

À l'encontre d'approches amnésiques et axées préférentiellement sur les logiques économiques des médias, l'analyse socio-historique des rapports entre médias et pouvoirs doit apporter une compréhension accrue de certains objets

des SIC. Notre démarche entend montrer qu'il est possible d'apporter un éclairage original en écartant le discours de la contingence du présent, tout en s'appuyant sur un matériel empirique à la fois pertinent et abondant.

Il s'agit aussi de réhabiliter un questionnement sur les logiques politiques des médias. Celles-ci sont en effet toujours largement à l'œuvre, bien qu'il s'agisse d'une réalité plus complexe que par le passé et largement déniée, tant par les représentants des pouvoirs publics que par les acteurs de la télévision régionale arguant de leur statut d'entreprise de presse soumise à la concurrence. Ce déni laisse augurer d'une continuité de ces logiques, tant il est vrai que les enjeux d'une représentation des pouvoirs par les médias restent inchangés. Ainsi que le souligne M. Abélès, « *les discontinuités fondées sur l'histoire et la géographie ne sauraient masquer l'universalité d'enjeux relatifs au lieu même de la souveraineté et à l'exigence de perpétuation qui lui est consubstantielle. Les spectacles que nous observons, ces mises en scène de la représentation politique qui mobilisent les soins conjugués des hommes de pouvoir et des spécialistes de communication, témoignent de la permanence de ces enjeux, en même temps qu'ils offrent une riche information sur le travail symbolique de la représentation* » [Abélès, 1990 : 173]. De fait, la retransmission télévisée des rites républicains et des acteurs politiques risque fort de continuer longtemps à occuper avec la même logique nos écrans, fussent-ils numériques.

## Bibliographie

- Abélès, Marc, 1990. *Anthropologie de l'État*. Paris : Armand Colin, 184 pages.
- Alliès, Paul 1985. *L'invention du territoire*. Paris : La découverte, 188 pages.
- Benson, Rod, 1998 : 463-498. « Field theory in comparative context : a new paradigm for media studies ». *Theory and Society*. Vol. 28.
- Croteau, David & Hoynes, William, 1994. *By invitation only. How the media limit political debate*. Monroe (Maine) : Common Courage Press, 218 pages.
- Darras, Éric, 1998. *L'institution d'une tribune politique. Genèse et usages du magazine politique de télévision*. Thèse de science politique, Université de Paris II, 727 pages.
- Désormeaux, Didier, 1981. *Les sources de l'information audiovisuelle régionale*. Thèse en Sciences de l'information et de la communication, Université de Bordeaux III, 303 pages.
- Lafon, Benoît, 2000. *La télévision régionale, socio-histoire d'un dispositif d'intégration politique nationale. Le cas midi-pyrénéen, 1963-2000*. Thèse de science politique, Université de Toulouse I, 647 pages.
- Mattelart, Armand, 1994. *L'invention de la communication*. Paris : La Découverte, 380 pages.
- Molotch, Harvey et Lester, Marilyn, 1996 : 25-39. « Informer : une conduite délibérée de l'usage stratégique des événements ». *Réseaux*. N° 75.
- Olivesi, Stéphane, 1998. *Histoire politique de la télévision*. Paris : L'Harmattan, 322 pages.
- Pailliart, Isabelle, 1993. *Les territoires de la communication*. Grenoble : PUG, 279 pages.
- Regourd, Serge, 1985 : 61-71. « Les ambiguïtés de la décentralisation à la télévision française ». *FILMéchange*. N° 31.
- Schlesinger, Philip, 1992. « Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme ». *Réseaux*. N° 51.
- Tétu, Jean-François, 1995 : 287-298. « L'espace public local et ses médiations ». *Hermès*. N° 17-18 (« Communication et politique »). Paris : CNRS.